ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 7 septembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le règlement du signalement du personnel de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite", a donné le 14 septembre 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 7e september 1970 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de beoordeling van het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas", heeft de 14e september 1970 het volgend advies gegeven :

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la façon suivante :

"Arrêté royal du ... relatif au signalement du personnel de la Caisse générale d'épargne et de retraite".

*

* *

Au préambule, il convient de citer, en premier lieu, la loi du 16 mars 1865.

Il est proposé de rédiger de la façon suivante le premier alinéa, qui deviendrait l'alinéa 2 :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967 et par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967; ".

*

* *

Le projet ne vise l'avis d'aucun organisme de consultation syndicale. Le statut syndical des agents des services publics, établi par l'arrêté royal du 20 juin 1955, n'est pas applicable au personnel de la Caisse générale d'épargne et de retraite. Il résulte, toutefois, des renseignements donnés par le délégué du Ministre, que le projet a été soumis à l'avis de la commission consultative du personnel de la Caisse

.../...

générale d'épargne et de retraite qui fonctionne au sein de cette institution. Il est donc proposé de mentionner cet avis et d'insérer dans le préambule un alinéa nouveau rédigé de la façon suivante :

"Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la Caisse générale d'épargne et de retraite; ".

*

* *

L'article 1er et d'autres articles du projet se réfèrent à une classification du personnel en diverses catégories. Pour éviter des difficultés d'application, il convient que cette classification soit conforme à celle qui est établie par les règlements qui sont actuellement applicables au personnel de la Caisse générale d'épargne et de retraite. Ces règlements n'ayant pas été publiés, le Conseil d'Etat n'a pas pu vérifier, en ce qui concerne la classification du personnel, la concordance entre le projet et les règlements qui sont actuellement en vigueur et que le projet n'abrogera pas.

*

* *

Article 4.

Il est proposé de rédiger le 3° du § 2 de la façon suivante :

"3° si la mention "insuffisant" a été attribuée l'année précédente".

.../...

Article 5.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

Le signalement des fonctionnaires du quatrième rang est proposé par le directeur dont ceux-ci relèvent; il est attribué par les directeurs réunis en collège sous la présidence du plus ancien des directeurs présents".

Article 6.

Cet article prévoit qu'un rapport sur la proposition de signalement est fait au collège des directeurs. Il omet cependant de désigner le fonctionnaire compétent pour établir ce rapport. En outre, cet article prévoit une intervention du collège des directeurs, mais n'indique pas de quelle façon s'exprimera l'opinion de ce collège.

Selon les renseignements donnés par le délégué du Ministre, le rapport sera fait par le fonctionnaire qui a établi la proposition de signalement et le collège des directeurs donnera un avis.

Il est donc proposé de rédiger l'article de la façon suivante :

.../...

"Article 6.-

Le signalement des fonctionnaires des premier, deuxième et troisième rangs est proposé par le fonctionnaire dirigeant la sous-direction, ou l'entité y assimilée, dont les intéressés relèvent. Le fonctionnaire qui a établi la proposition fait rapport aux directeurs réunis en collège, sous la présidence du plus ancien des directeurs présents.

Après avis de ce collège, le signalement est attribué par le directeur dont les intéressés relèvent. A défaut de directeur compétent ou en cas d'empêchement de celui-ci, le signalement est attribué par le directeur qui a le service du personnel dans ses attributions".

Article 7.

Cet article prévoit que le signalement est proposé par les supérieurs hiérarchiques.

Il est parfois difficile de déterminer quels sont exactement les supérieurs hiérarchiques dont un agent dépend. Pour éviter des contestations à ce sujet, l'article 3 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, prévoit que le Ministre détermine les supérieurs hiérarchiques compétents pour établir les propositions de signalement. Une disposition semblable pourrait être insérée dans le projet.

.../...

La rédaction suivante est, dès lors, proposée.

"Article 7.-

Le signalement des membres du personnel ouvrier, des agents et des membres du personnel des agences est proposé par leurs supérieurs hiérarchiques; il est attribué par le directeur dont les intéressés relèvent. A défaut de directeur compétent ou en cas d'empêchement de celui-ci, le signalement est attribué par le directeur qui a le service du personnel dans ses attributions.

Le directeur général détermine les supérieurs hiérarchiques compétents pour établir les propositions de signalement".

Article 9.

A l'alinéa 2, il y aurait lieu d'insérer entre les mots "une demande en revision" et les mots "selon les règles fixées à l'article 10", le mot "établie".

Il est signalé que le membre de phrase qui termine l'alinéa 2 du texte français ne se trouve pas dans le texte néerlandais.

Article 12.

L'article ne prévoit un suppléant que si le directeur ne peut siéger comme membre de la chambre, parce qu'il a attribué le signalement. Il est utile de prévoir un suppléant qui pourrait siéger, en cas d'empêchement du membre, quel qu'en soit le motif.

.../...

Le projet prévoit que le directeur qui a attribué le signalement, ne peut siéger comme membre de la chambre de recours. Il ne lui interdit cependant pas de siéger en qualité de secrétaire avec voix consultative. Il ne convient pas que celui qui a établi le signalement contesté, siège à la chambre de revours avec voix consultative (voyez à ce sujet l'arrêt DE WOLF, n° 13.593, du 30 mai 1969).

Il est, dès lors, proposé de remplacer l'alinéa 3 par deux alinéas rédigés de la façon suivante :

"Chaque chambre est présidée par le directeur général et est, en outre, composée :

1° de deux directeurs du même rôle linguistique que le requérant, désignés chaque année par le directeur général, qui désigne, en outre, deux suppléants;

2° du directeur qui a le service du personnel dans ses attributions ou de son délégué, qui siège en qualité de secrétaire, avec voix consultative.

Le directeur qui a attribué le signalement ne peut siéger ni en qualité de membre, ni en qualité de secrétaire".

La chambre de recours pourrait se trouver dans l'impossibilité d'entendre le fonctionnaire qui a attribué ou proposé le signalement. Dans ce cas - et sauf si le Gouvernement entendait régler cette question par une disposition expresse - la chambre de recours devrait, en vertu des principes généraux de l'organisation administrative, entendre le fonctionnaire qui a remplacé celui qui a établi ou proposé le signalement. Cette dernière observation vaut également pour l'article 13.

.../...

Article 13.

L'alinéa 4 prévoit que le fonctionnaire qui a attribué ou proposé le signalement, ne peut siéger en qualité de membre de la chambre de recours. Etant donné qu'il peut n'y avoir qu'une chambre par rôle linguistique, il y a lieu de prévoir la nomination de suppléants.

Aux termes de l'alinéa 4, le fonctionnaire qui a proposé ou attribué le signalement, ne peut siéger en qualité de membre de la chambre de recours. Il ne convient pas non plus que ce fonctionnaire siège en qualité de secrétaire avec voix consultative.

Il est,dès lors, proposé de rédiger de la façon suivante les alinéas 2 et 4 :

"Il existe, pour chacun des rôles linguistiques, une ou plusieurs chambres. Le directeur général fixe chaque année leur nombre et en désigne les membres; il désigne autant de suppléants qu'il y a de membres. Si, pour un rôle linguistique, il y a plusieurs chambres, le directeur général détermine les demandes qui seront soumises à chacune d'elles.

....

Les fonctionnaires qui ont proposé ou attribué le signalement ne peuvent siéger ni en qualité de membre, ni en qualité de secrétaire".

.../...

Article 14.

Il résulte de cet article que l'agent ne pourra être assisté ni par un avocat ni par un délégué syndical, sauf si ce dernier est membre du personnel. Il est signalé que devant les chambres de recours des agents de l'Etat, l'agent peut être assisté par un avocat ou par un délégué syndical (article 92 du statut des agents de l'Etat).

Article 15.

L'intitulé qui précède cet article devrait être supprimé.

Cet article peut entraîner l'obligation d'établir deux signalements dans le courant des derniers mois de 1970.

Il est proposé de remplacer cet article par la disposition suivante :

"Dans un délai de deux mois prenant cours le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté et au plus tard le 31 décembre 1970, un signalement sera attribué à tous les membres du personnel visés à l'article 1er qui étaient nommés avant le 1er octobre 1969.

A partir de l'année 1971, le signalement sera établi dans les délais et dans les cas prévus au présent règlement".

.../...

ANNEXE.

L'annexe doit être précédée du mot "Annexe" et suivie des mots "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ... ".

*

* *

Le projet ne contient aucune règle au sujet du signalement des agents mis en disponibilité ou détachés. Il semble que cette question, qui est réglée dans d'autres statuts et, notamment, par l'article 19 de l'arrêté royal du 7 août 1939, pourrait donner lieu à certaines difficultés. Il conviendrait de prévoir que dans certains cas où l'agent est autorisé à ne pas exercer ses fonctions, l'obligation d'établir un signalement est suspendue.

*

* *

Les difficultés que soulève le "Verbond van het Vlaams overheidspersoneel" dans la lettre jointe à la demande d'avis pourraient être évitées soit par l'intervention des adjoints bilingues, soit par la traduction des dépositions faites dans la langue qui n'est pas celle de la chambre de recours.

Voorgesteld wordt, het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit van .... betreffende de beoordeling van het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas".

*
* *

In de aanhef moet op de eerste plaats de wet van 16 maart 1865 worden vermeld.

Voorgesteld wordt het eerste lid,dat dan het tweede wordt, als volgt te redigeren :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967 en bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967;".

*
* *

Het ontwerp verwijst niet naar het advies van enig syndicaal adviesorgaan. Het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 juni 1955, is niet van toepassing op het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas. Naar de gemachtigde van de Minister heeft meegedeeld, is het ontwerp nochtans voor advies voorgelegd aan de commissie van advies van het personeel van de A.S.L.K., welke commissie bij die instelling werkt. Voorgesteld wordt, van dat advies melding

te maken en in de aanhef een nieuw lid in te voegen, als volgt :

"Gelet op het advies van de commissie van advies van het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;".

*
* *

In artikel 1 en elders in het ontwerp is sprake van een indeling van het personeel in categorieën. Wil men moeilijkheden bij de toepassing voorkomen, dan dient deze indeling overeen te komen met die welke is vastgesteld in de reglementen die thans op het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas toepassing vinden. Die reglementen zijn echter niet bekendgemaakt. De Raad van State heeft dus niet kunnen nagaan of er, wat de indeling van het personeel betreft, overeenstemming is tussen het ontwerp en de reglementen die thans van kracht zijn en door het ontwerp niet worden opgeheven.

*
* *

Artikel 4.

De tekst onder 3° van § 2 leze men als volgt :

"3° indien het jaar tevoren de vermelding "onvoldoende" is toegekend".

.../...

Artikel 5.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 5.-

De beoordeling van ambtenaren van de vierde rang wordt voorgesteld door de directeur onder wie zij ressorteren; ze wordt toegekend door de directeurs, samen vergaderd onder het voorzitterschap van de oudstbenoemde onder de aanwezige directeurs".

Artikel 6.

Dit artikel bepaalt dat over het beoordelingsvoorstel verslag wordt gedaan aan het college van directeurs. Het zegt evenwel niet welke ambtenaar bevoegd is om dat verslag op te maken. Ook voorziet dit artikel in een optreden van het college van directeurs maar het zegt niet op welke wijze dat college zijn mening te kennen geeft.

Naar de gemachtigde van de Minister verklaarde, zal het verslag worden uitgebracht door de ambtenaar die het beoordelingsvoorstel heeft gedaan en brengt het college van directeurs advies uit.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

De beoordeling van ambtenaren van de eerste, tweede en derde rang wordt voorgesteld door de ambtenaar die de leiding heeft van de onderdirectie of daarmee gelijkgestelde afdeling waartoe de betrokkenen behoren.

.../...

De ambtenaar die het voorstel heeft gedaan, brengt verslag uit aan de directeurs, samen vergaderd onder het voorzitterschap van de oudstbenoemde onder de aanwezige directeurs.

Na advies van dat college wordt de beoordeling toegekend door de directeur onder wie de betrokkenen ressorteren. Als er geen bevoegde directeur is of als deze verhinderd is, wordt de beoordeling toegekend door de directeur tot wiens bevoegdheid de personeelsdienst behoort".

Artikel 7.

Dit artikel bepaalt dat de beoordeling wordt voorgesteld door de hiërarchische meerderen.

Het is niet altijd zo eenvoudig uit te maken onder welke hiërarchische meerderen een ambtenaar eigenlijk ressorteert. Om mogelijke betwistingen dieaangaande te ondervangen stelt artikel 3 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, dat de Minister bepaalt welke hiërarchische meerderen bevoegd zijn om de beoordelingsvoorstellen op te maken. Een soortgelijke bepaling kan in het ontwerp ingevoegd worden.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

De beoordeling van leden van het werkliedenpersoneel en van beambten en leden van het personeel der agentschappen wordt voorgesteld door hun hiërarchische meerderen ; ze wordt toegekend door de directeur onder wie de betrokkenen ressorteren.

.../...

Als er geen bevoegde directeur is of als deze verhinderd is, wordt de beoordeling toegekend door de directeur tot wiens bevoegdheid de personeelsdienst behoort.

De directeur-generaal bepaalt welke hiërarchische meerderen bevoegd zijn om de beoordelingsvoorstellen op te maken".

Artikel 9.

In de Franse tekst van het tweede lid zou tussen de woorden "une demande en revision" en de woorden "selon les règles fixées à l'article 10", het woord "établie" moeten worden ingevoegd.

Opgemerkt zij dat het laatste zinsdeel van het tweede lid van de Franse tekst geen equivalent heeft in de Nederlandse.

Artikel 12.

Volgens dit artikel is er alleen dan een plaatsvervanger als de directeur niet als lid in de raad van beroep zitting mag hebben omdat hij de beoordeling heeft toegekend. Het ware goed te voorzien in een plaatsvervanger die, ingeval het lid verhinderd is, zitting kan hebben ongeacht de reden van die verhindering.

Het ontwerp bepaalt dat de directeur die de beoordeling heeft toegekend, niet als lid zitting kan hebben in de raad van beroep. Het verbiedt hem echter niet, er zitting te hebben als secretaris met raadgevende stem. Het past niet

.../...

dat hij die de betwiste beoordeling heeft opgemaakt, met raadgevende stem zitting heeft in de raad van beroep (zie hieromtrent het arrest DE WOLF, nr. 13.593, van 30 mei 1969).

Derhalve wordt voorgesteld het derde lid te vervangen door twee alinea's, die als volgt kunnen worden geredigeerd:

"Elke raad van beroep wordt voorgezeten door de directeur-generaal en bestaat bovendien uit :

1° twee directeurs van dezelfde taalrol als de verzoeker, elk jaar aangewezen door de directeur-generaal, die bovendien twee plaatsvervangers aanwijst ;

2° de directeur tot wiens bevoegdheid de personeelsdienst behoort of zijn gemachtigde, die zitting heeft als secretaris met raadgevende stem.

De directeur die de beoordeling heeft toegekend, mag noch als lid noch als secretaris zitting hebben in de raad van beroep".

Het kan gebeuren dat de raad van beroep in de onmogelijkheid verkeert de ambtenaar die de beoordeling heeft toegekend of voorgesteld, te horen. Tenzij de Regering deze aangelegenheid in een uitdrukkelijke voorziening mocht willen regelen, zou de raad van beroep in dat geval krachtens de algemene beginselen van de administratieve organisatie, de ambtenaar moeten horen die degene die de beoordeling heeft opgemaakt of voorgesteld, vervangen heeft. Deze laatste opmerking geldt ook voor artikel 13.

.../...

Artikel 13.

Het vierde lid bepaalt dat de ambtenaar die de beoordeling heeft toegekend of voorgesteld,niet als lid zitting mag hebben in de raad van beroep. Aangezien er niet meer dan één raad van beroep voor iedere taalrol mag zijn, moet worden voorzien in de benoeming van plaatsvervangers.

Luidens het vierde lid mag de ambtenaar die de beoordeling heeft voorgesteld of toegekend, niet als lid zitting hebben in de raad van beroep. Het past evenmin dat die ambtenaar daarin zitting heeft als secretaris met raadgevende stem.

Derhalve wordt voorgesteld het tweede en het vierde lid als volgt te redigeren :

"Er zijn één of meer raden voor elke taalrol. De directeur-generaal stelt elk jaar hun aantal vast en wijst de leden aan; hij wijst zoveel plaatsvervangers aan als er leden zijn. Is er meer dan één raad voor een taalrol dan bepaalt de directeur-generaal welke verzoeken aan elk van die raden dienen te worden voorgelegd.

...

De ambtenaren die de beoordeling hebben voorgesteld of toegekend, mogen noch als lid noch als secretaris zitting hebben".

.../...

Artikel 14.

Uit dit artikel volgt dat de ambtenaar zich niet mag laten bijstaan door een advocaat of door een afgevaardigde van een vakorganisatie, tenzij deze laatste lid van het personeel is. Op te merken valt dat, voor de raden van beroep van het Rijkspersoneel, de ambtenaar zich door een advocaat of door een afgevaardigde van een vakorganisatie mag laten bijstaan (artikel 92 van het syndicaal statuut van het Rijkspersoneel).

Artikel 15.

Het opschrift boven dit artikel dient te vervallen.

Dit artikel kan ertoe leiden dat in de loop van de laatste maanden van 1970 twee beoordelingen moeten worden opgemaakt.

Voorgesteld wordt het artikel door de volgende bepaling te vervangen :

"Binnen een termijn van twee maanden ingaande de dag waarop dit besluit in werking treedt, en uiterlijk op 31 december 1970, wordt een beoordeling toegekend aan alle in artikel 1 bedoelde personeelsleden die vóór 1 oktober 1969 benoemd waren.

Met ingang van het jaar 1971 wordt de beoordeling opgemaakt binnen de termijnen en in de gevallen bepaald in dit reglement".

.../...

BIJLAGE.

De bijlage moet worden voorafgegaan door het woord "Bijlage" en moet worden afgesloten met de woorden "Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...".

*

* *

Het ontwerp bevat geen regel met betrekking tot de beoordeling van ambtenaren die in disponibiliteit of gedetacheerd zijn. Deze kwestie, die in andere statuten, inzonderheid in artikel 19 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 wel geregeld is, zou bepaalde moeilijkheden kunnen opleveren. Men bepale dat de verplichting om een beoordeling op te maken, wordt opgeschort in bepaalde gevallen waarin de ambtenaar gemachtigd is zijn ambt niet uit te oefenen.

*

* *

De moeilijkheden welke het "Verbond van het Vlaams overheidspersoneel" opwerpt in de brief die bij de adviesaanvraag is gevoegd, kunnen worden ondervangen ofwel door het optreden van tweetalige adjuncten ofwel door het vertalen van de verklaringen die afgelegd zijn in de taal welke niet de taal van de raad van beroep is.

La chambre était composée de

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, premier président du Conseil d'Etat,
de Heren : eerste voorzitter van de Raad van State,

H. BUCH, conseillers d'Etat,
Ch. SMOLDERS, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
W. VEROUGSTRAETE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. M. SOMERHAUSEN.

Le rapport a été présenté par M.J. LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. M. SOMERHAUSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M. SOMERHAUSEN.